

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 5 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

GAZECHIM

2 avenue Bertrand DUGUESCLIN
34500 Béziers

Références : UD34/H4/SM/2023-184
Code AIOT : 0006600891

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement GAZECHIM implanté ZI du Capiscol - 27 rue Martin Luther King - 34500 Béziers. L'inspection a été annoncée le 04/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans l'action nationale 2023 relative au retour d'expérience accidentologie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZECHIM
- ZI du Capiscol 27 rue Martin Luther King 34500 Béziers
- Code AIOT : 0006600891
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société GAZECHIM est spécialisée dans le conditionnement de gaz toxiques liquéfiés. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91-1-2809 du 1er octobre 1991 dont les prescriptions techniques ont été modifiées et remplacées par celles de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 complétées par les arrêtés préfectoraux du 4 décembre 2009, du 25 mars 2014, du 13 septembre 2018, du 11 juin 2020, du 10 décembre 2021 et du 6 octobre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 relative au retour d'expérience sur l'accidentologie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les outils nécessaires pour connaître les situations à risques au sein de son établissement, les faire remonter et y apporter une réponse. Le recrutement d'une personne dans le service HSE va permettre d'améliorer encore la prise en compte du facteur humain dans la prévention et le retour d'expérience des événements accidentels. L'exploitant doit également continuer à travailler avec ses clients pour prévenir des situations accidentelles qui auraient lieu sur son site du fait de la négligence de règles de sécurité chez ses clients.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté le manuel sécurité (MS-GL-SGS indice 22 du 15/06/2018). Ce document résume les dispositions définies pour répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 transposant la directive Seveso 3. L'ensemble des procédures QHSE est enregistré dans l'outil informatique de gestion documentaire du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
Constats : 12 opérateurs sont présents sur site. Les événements rencontrés par les opérateurs sont remontés à la hiérarchie de terrain puis inscrits dans l'application Avanteam et analysés par le service QSE à l'aide de la fiche d'analyse des causes. La réalisation d'un arbre des causes n'est pas systématique. L'analyse débouche sur un plan d'actions qui fixe pour chaque action une date d'échéance et un responsable. L'enregistrement et le traitement des événements sont régis par la procédure "Gestion du retour d'expérience" (PS-GL-SGS-004 version 10 01/10/2022). Les événements impliquant des clients sont remontés aux commerciaux afin que les consignes de sécurité leur soient rappelées. La difficulté est de trouver le bon interlocuteur (interlocuteur technique). Depuis 2 ans, le site s'attache à améliorer la formalisation et l'analyse des presque accidents notamment ceux concernant les facteurs humains organisationnels (FOH). Une personne a été recrutée à cet effet. Les événements sont présentés bimensuellement lors de la réunion inter-sites animée par le service HSE du groupe. Elle réunit les directeurs industriels, les responsables d'exploitation et QSE des autres usines du groupe. Les deux dernières réunions ont eu lieu les 05/04/2023 et 07/06/2023. Le retour d'expérience est partagé avec les opérateurs du site : présentation de l'évènement lors des minutes sécurité et affichage de l'évènement sous forme de flash sécurité dans la salle de repos. Lors de la visite, l'inspection a pu constater l'affichage des flashes sécurité en salle de repos et a pu consulter les feuilles d'émargement justifiant de l'information de l'évènement aux opérateurs (=formulaire de diffusion documentaire). Les événements sont également présentés trimestriellement à la Commission santé sécurité et conditions de travail (CSSCT), annuellement aux membres de la commission de suivi de site (CSS) et abordés dans le rapport annuel transmis à la DREAL.
Observations : Concernant les événements intervenus sur le site de Gazechim à Béziers pouvant être causés par les négligences des clients (absence notamment d'écrou de sécurité), il y a lieu de poursuivre les actions menées : sensibilisation des commerciaux Gazechim et des interlocuteurs chez les clients.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
Constats : Le site est équipé de détecteurs gaz avec deux niveaux d'alarme : le premier niveau déclenche une alarme sonore et visuelle; le second niveau met en sécurité les installations et déclenche l'aspiration de l'air vicié du local. L'air vicié est neutralisé par la tour de sécurité. La géolocalisation des détecteurs permet d'identifier rapidement l'emplacement de la fuite et la mesure de la concentration permet d'en définir la cinétique.
<p>Les détecteurs gaz font l'objet d'un contrôle semestriel (étalonnage) par un organisme extérieur. Le dernier contrôle a eu lieu le 23/12/2022, le prochain aura lieu les 28 et 29/06/2023. Parallèlement au contrôle d'étalonnage, l'exploitant contrôle le fonctionnement de toute la chaîne afin de s'assurer du respect du principe de base : détecter, isoler la fuite, extraire et neutraliser le gaz fuyard.</p> <p>Les contrôles réalisés sont enregistrés sur le logiciel de GMAO.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
Constats : Le site n'a pas fait remonter à l'inspection d'évènement depuis au moins 3 ans à l'inspection des installations classées car il n'y a pas eu d'évènements qui étaient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. La déclaration à l'inspection des installations classées est stipulée au paragraphe 3.4 de la procédure "Gestion du retour d'expérience" pré-citée.
Toutefois, les évènements sont mentionnés dans le rapport annuel et présentés en commission de suivi de site (CSS).
L'inspection est informée des exercices POI par la transmission de la fiche Gravite/Perception, fiche G/P proposé par la DREAL PACA, adaptée au site de Béziers. Le dernier exercice POI date du 16/06/2023.
L'exploitant a connaissance de l'échelle européenne utilisée par le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles (BARPI) pour classer les évènements en incidents et accidents. L'examen du critère Q1 (quantité Q de substance effectivement perdue ou rejetée par rapport au seuil "Seveso") par le responsable QSE met en évidence que les évènements qui pourraient se produire sur le site seraient tout au plus classés en incidents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : Le dernier audit interne annuel SGS a été réalisé le 20/01/2023. Ce dernier n'a pas mis en évidence d'écart. Concernant la sécurité, l'exploitant précise qu'il est également audité par ses clients (notamment un site sur Toulouse et un à Lavera).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet